Question orale de M. Ahmed Laaouej
À M. Wouter Beke, ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Egalité des changes et des Personnes handicapées,
Sur les plaintes formulées par le secteur des taxis en matière d'assurance RC Auto

Le 19 septembre 2019

Monsieur le Ministre,

Je voudrais relayer ici un certain nombre de plaintes que j'entends dans le secteur des taxis, en ce qui concerne le montant des primes d'assurance RC auto qui est jugé à la fois excessif et discriminatoire.

En Région bruxelloise, un taximan sur trois serait aujourd'hui exclu du marché classique des assurances et forcé de se tourner vers le Bureau de tarification. Or à ce niveau, les primes d'assurance ont connu, de ce qui me revient, une véritable explosion. On me rapporte le cas d'une prime qui est passée de 2.450 euros à 5.000 euros, ce à quoi on doit encore ajouter la protection juridique pour un montant de 570 euros. Il est très difficile de maintenir une activité viable dans ces conditions. Confirmez-vous ce doublement du montant des primes d'assurance RC auto pour les taxis au niveau du Bureau de tarification ? Si oui, comment le justifier, et ce alors que le taux de sinistre tend à baisser dans le secteur ?

D'autre part, les taximen se plaignent du fait que les compagnies d'assurances appliquent des tarifs différents – allant du simple au double – selon qu'on roule avec un taxi « classique » ou avec un véhicule Uber. Êtes-vous au courant de ce problème ? Quelles mesures peut-on prendre pour établir des conditions équitables ?

En ce début de législature, le groupe PS a déposé une proposition de loi en matière d'assurance auto. Elle vise deux objectifs. Premièrement, interdire les segmentations tarifaires fondées sur certains critères comme la profession. Deuxièmement, rétablir un système de modulation des primes qui tient compte uniquement du comportement au volant de l'assuré, tel qu'il ressort du nombre de sinistres en tort. Mon intention n'est pas de vous demander votre avis sur cette proposition, mais plus généralement : quelles mesures proposeriez-vous pour avancer vers un système plus équitable et plus transparent pour tous ?

Je vous remercie.